

1497
3657
République du Sénégal

*Programme Renforcement de la Société Civile pour la Réduction
de la Pauvreté en Afrique Sub-Saharienne*

CELLULE NATIONALE/CONGAD

Mission sur le terrain

**Visites d'expériences et prise de contact avec les
Organisations de la Société Civile (OSC)**

Document de Synthèse : Zones NORD – CENTRE -SUD

Du 17 avril au 07 mai 2000

Rapport présenté par :

**Fassory DIAWARA
Alioune DIAGNE
Cheikh Tidiane SARR**

31 pages

Septembre 2000

TABLE DES MATIERES

I - INTRODUCTION	2
II - DEROULEMENT DE LA MISSION	3
III - VISITES DE SITES/REALISATIONS DANS LE CADRE DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	4
3.1. ZONE NORD	4
3.1.1. Région de LOUGA et ST-LOUIS.....	4
3.2. ZONE CENTRE.....	5
3.2.1. Régions de KAOLACK et de FATICK.....	5
3.3. ZONE SUD	6
3.3.1. Régions de TAMBACOUNDA, KOLDA ET ZIGUINCHOR.....	6
IV - LES VISITES D'INSTITUTIONS (AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET LOCALES).....	7
4.1. ZONE NORD	7
4.2. ZONE CENTRE.....	8
4.3. ZONE SUD	9
V - LES RESULTATS OBTENUS.....	9
5.1. ZONE NORD	9
5.1.1. Dans la région de LOUGA.....	9
5.1.1.1. Concernant les activités actuelles.....	10
5.1.1.2. Domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale	10
5.1.1.3. Améliorations institutionnelles souhaitées.....	11
5.1.2. La région de Saint-Louis.....	12
5.1.2.1 Concernant les activités actuelles.....	12
5.1.2.2. Domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale.....	13
5.1.2.3. En termes d'améliorations institutionnelles.....	14
5.2. ZONE CENTRE.....	14
5.2.1. La région de DIOURBEL.....	14
5.2.1.1. Concernant les domaines d'activités.....	14
5.2.1.2. Concernant les domaines d'appui souhaités	15
5.2.1.3. En matière d'amélioration institutionnelle.....	15
5.2.2. Ensuite à KAOLACK.....	16
5.2.2.1. Concernant les activités actuelles.....	16
5.2.2.2. Concernant les domaines d'attentes.....	17
5.2.2.3. En termes d'amélioration institutionnelle.....	17
5.2.3. La région de FATICK.....	18
5.2.3.1. Concernant les domaines d'activités.....	18
5.2.3.2. Concernant les domaines d'appui sollicités.....	19
5.2.3.3. En termes d'améliorations institutionnelles.....	20
5.3. ZONE SUD	20
5.3.1. La région de KOLDA	20
5.3.1.1. Domaines d'activités actuelles	20
5.3.1.2. Domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale.....	21
5.3.1.3. Sur le plan des améliorations institutionnelles souhaités	22
5.3.2. La région de TAMBACOUNDA	23
5.3.2.1. Dans le domaine des activités actuelles	23
5.3.2.2. Les domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale.....	24
5.3.2.3. Les améliorations institutionnelles souhaitées	25
5.3.3. La région de ZIGUINCHOR	26
5.3.3.1. Les domaines d'activités actuels.....	26
5.3.3.2. Les domaines d'activités souhaités avec la cellule nationale.....	27
5.3.3.3. Améliorations institutionnelles sollicitées	28
VI - LES ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS	28
6.1. ZONE NORD	28
6.2. ZONE CENTRE.....	29
6.3. ZONE SUD	31

I - INTRODUCTION

Dans le cadre du programme régional de renforcement de la société civile pour la réduction de la pauvreté en Afrique sub-saharienne RAF /95 une mission de prise de contact avec les organisations de la société civile (OSC) a été effectuée sur l'ensemble du territoire national. Les régions ~~des zones~~ Nord, Centre et Sud ont été visitées ainsi que des expériences particulièrement significatives en terme d'élimination de la pauvreté. chaque zone a accueilli une mission de deux personnes déléguées par la cellule nationale pour, essentiellement effectuer les prises de contact avec les OSC afin de les informer correctement sur la teneur et les orientations majeures du programme RAF/95. Ces rencontres ont regroupé des associations locales, des groupements de promotion féminine, des syndicats, des services de l'état, les autorités administratives et locales. Les échanges ont été à la fois riches et fructueuses en termes de résultats obtenus et recommandations pertinentes recueillies.

Au niveau de chacune des régions visitées la tenue des réunions s'est faite suivant les mêmes objectifs et modalités. Les outils utilisés proposés par la coordination du programme ont permis d'identifier les types d'associations constitutives des OSC, leurs domaines d'intervention, les domaines d'activités souhaités avec la cellule nationale et les améliorations institutionnelles attendues. La mise en place d'une coalition par région et la formalisation des rapports de collaboration avec le programme RAF/95 ont été fortement préconisées.

Les résultats les plus pertinents des différentes rencontres seront exposés dans les lignes qui suivent, suivis de commentaires et d'analyses. La présente synthèse des travaux qui est faite sur la base des trois rapport de mission des zones visitées s'articule comme suit :

1. CADRE ET CONTEXTE DU PROGRAMME RAF/95

2. DEROULEMENT DE LA MISION PAR ZONE

3. RESULTATS ET PRINCIPALES LECONS A TIRER DE L'EXPERIENCE

II - DEROULEMENT DE LA MISSION

La prise de contact avec les OSC, recherchée à travers cette première mission de terrain du programme RAF/95 exprime une volonté de toucher les échelons les plus décentralisés du pays dans la croisade contre la pauvreté. La zone NORD qui regroupe les régions de ST-LOUIS, LOUGA et THIES, et la zone centre qui regroupe les régions de Diourbel, KAOLACK, et FATICK, ont simultanément accueilli leur mission sur la période du 17 au 22 avril 2000 ; tandis que la mission de la zone Sud regroupant les régions de TAMBACOUNDA ; KOLDA, et ZIGUINCHOR s'est tenue du 29 avril au 07 mai 2000.

La décentralisation visant à transférer des responsabilités aux populations qui ont l'obligation de participer au développement, offre un cadre nouveau pour promouvoir le développement à partir des préoccupations des ressources, et du savoir faire des populations. C'est pourquoi cette mission a été préparée en collaboration étroite avec les cellules régionales du CONGAD qui ont su mobiliser à chaque niveau tous les acteurs concernés par la problématique de la pauvreté, qu'il s'agisse de services techniques décentralisés de l'état, d'Ong locales, d'associations de développement, d'associations villageoises, d'organisations significatives de jeunes et de femmes.

Les OSC et les partenaires institutionnels ont partagé les objectifs du programme et manifesté leur intérêt pour le renforcement des capacités des acteurs locaux à prendre en charge des actions de développement de grande envergure pour éliminer la pauvreté au Sénégal . Dans chaque région les autorités administratives ont bien reçu la délégation et apporté leur soutien pour que les rencontres avec les OSC et les visites d'expériences de lutte contre la pauvreté se passent dans les meilleures conditions.

RENCONTRES AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

En cherchant à toucher les zones les plus reculées du Sénégal (principe de subsidiarité), à être tout près des groupes demandeurs par la mise sur pied de coalitions régionales (principe de proximité), le programme RAF/95 vise à être opérationnel sur le terrain et crée les meilleures conditions pour répondre rapidement à la demande sociale en termes d'élimination de la pauvreté(principe de célérité).

Cependant, si à THIES rien n'a pu être fait compte tenu d'un problème de communication entre la cellule régionale et la coordination du programme, les résultats de la Zone NORD n'en sont pas moins intéressants en termes de perspectives pour la suite du RAF95/009.

Les OSC des neuf (09) régions visitées du Sénégal ayant compris cette stratégie d'intervention qui se fonde également sur le faire-faire ont su montrer toute leurs capacités de mobilisation et leur contribution à la lutte contre la pauvreté à travers des expériences de terrain .

III - VISITES DE SITES/REALISATIONS DANS LE CADRE DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Dans l'ensemble des trois zones visitées, les différentes délégations ont cherché à prendre contact, l'égide de cellule régionale, avec des porteurs d'initiatives locales intéressantes afin de compléter leur vision des choses et mieux comprendre la problématique et l'engagement des groupes vulnérables à faire face à ce fléau.

Les expériences suivantes ont pu ainsi être visitées au niveau de chaque zone.

3.1. ZONE NORD

3.1.1. Région de LOUGA et ST-LOUIS

- ❖ Au-delà des autorités locales de la région de ST-LOUIS, d'autres visites ont aussi été effectuées auprès de deux (02) Groupements de Promotion Féminine (GPF) situés à NGALELLE, une localité située à huit (08) Km de Saint-Louis. Ces structures de base respectivement dénommées Bokk Xalaat et Bokk Doolé ont pu ainsi échanger avec l'équipe et exposer dès lors sur la vie de leur organisation, leurs contraintes ainsi que leurs perspectives. Il apparaît alors que leur engagement à s'investir dans des actions durables de développement est souvent freiné par des difficultés d'accès au crédit afin de financer leurs projets ou encore à la terre ; donc aux ressources nécessaires à la promotion de micro-entreprises.
- ❖ Une autre visite de structure a été effectuée auprès de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit de la FEPRODES. Cette institution financière qui regroupe 251 groupements féminins a été créée le 04 juillet 1997 avec pour objectif de faciliter l'accès au crédit des organisations communautaires de base affiliées.
- ❖ Au niveau de LOUGA, l'équipe a tenu une séance de travail avec le responsable de l'ONG AQUADEV en l'occurrence Mme Sophie Vanhanwegen dont la structure ambitionne d'organiser les populations à la base avec la mise en place d'Associations Villageoises de Développement (AVD).

Ces dernières ont pour mission de proposer des projets et de participer à la recherche d'organismes de financement pour l'exécution de ces derniers.

AQUADEV couvre les volets Santé, Hydraulique et social ; elle intervient également dans les activités comme l'animation, la Formation et l'Alphabétisation. Une Mutuelle d'Epargne a aussi été ouverte dans le village de POTOU situé à 35 km de LOUGA pour aider au financement de projets. Avec son magasin de stockage de céréales d'une capacité de soixante (60) tonnes, les producteurs organisés dans les AVD affiliés à l'ONG AQUADEV peuvent bénéficier de semences et être en mesure de mener des activités de production avec l'assistance de celle-ci.

- ❖ La mission a également eu l'honneur de se rendre à KELLE GUEYE, un village distant de 12 Km de la ville de LOUGA pour visiter les réalisations de l'organisation de développement dénommée FAPAL ; ce fut naturellement en compagnie de son responsable.

- ❖ Une banque de céréales, une boutique villageoise et un magasin central font ainsi partie du lot de réalisations que les actions de la structure ont permis de mettre à la disposition des populations afin de faciliter l'approvisionnement régulier en céréales et autres denrées de première nécessité sans que cela soit l'objet de déplacements vers les centres urbains ; ce qui se faisait d'habitude.
- ❖ La FAPAL a aussi installé depuis 1993 une Caisse d'Epargne et de Crédit et a initié des projets dans le cadre de l'embouche ; autant d'activités à la faveur des nombreux bénéficiaires.

3.2. ZONE CENTRE

3.2.1. Régions de KAOLACK et de FATICK

- ❖ Du périmètre maraîcher de Navel, un village traditionnel Mouride de grande renommée dans la région à 45 km de Kaolack appuyé par APROFES, Eau-Vive, Form'Action et la FAO ;
- ❖ de la mutuelle d'épargne et de crédit TERANGA créée par le réseau des groupements partenaires de l'APROFES en 1997 à KAOLACK avec un capital de plus de soixante dix millions (70.000 000) FCFA ;
- ❖ La Coopérative des jeunes de kasnack également appuyée par Aprofes, dans laquelle des jeunes filles et des garçons initient un projet avicole intéressant en terme d'efficience et d'efficacité du schéma de gestion.
- ❖ Enfin la garderie d'enfants « Magg Daan » créée depuis 1992 appuyée par l'Association Sportive et Culturelle (Maag Daan), l'Aprofes et l'Association pour un Développement Equilibré et Solidaire (ASDES).

Egalement à **FATICK** plusieurs expériences ont été visitées par la mission grâce à la bonne préparation de la cellule régionale qui n'a proposé que des expériences rurales dont :

- ❖ une expérience de périmètre maraîcher de 8 hectares à Dioffior une commune rurale de la région de FATICK, qui abrite la Fédération Inter-villageoise des Organisations pour un Développement durable (FIOD) composée des villages de Dioffior, Simal et Roh¹.

Notons que chaque village gère un périmètre de la même envergure avec environ (5 puits, petits équipements et des bassins) grâce à l'appui de plusieurs institutions dont le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et CARITAS. La mobilisation des femmes et des jeunes sur le périmètre de Dioffior est d'autant plus remarquable que ne l'incite le sigle (FIOD) qui regroupe les organisations bénéficiaires et qui signifie en Sérère « se faire soi-même ». **Pour une fois de plus prouver qu'on ne nous développe pas on se développe.**

- ❖ Le périmètre maraîcher du GIE «Siga Passic» de Ngohé appuyé par CARITAS et le centre d'expansion rural polyvalent (CERP)

¹ La fiche de présentation de l'expérience supervisée par Enda nous sera transmise dans les meilleurs délais par la cellule régionale

- ❖ Le périmètre maraîcher de Tattaguine Pootome appuyé par le CERP et la FEE² qui joue un rôle d'interface dans la recherche de financement (Cf fiches)

3.3. ZONE SUD

3.3.1. Régions de TAMBACOUNDA, KOLDA ET ZIGUINCHOR

- ❖ Au niveau de la région de TAMBACOUNDA, des expériences fort intéressantes ont pu être notées venant des femmes à travers les salons de coiffure installés par de jeunes filles qui ont trouvé là un moyen très culturel de s'insérer dans le circuit productif. Un autre secteur qui est également bien investi par les femmes est celui de la restauration où des exemples fort intéressants de réussite parfaite ont été relevés.

La dame S. K. a démarré ses activités par la vente de sandwiches au niveau des bureaux ; faisant cela elle évitait ainsi aux personnels des structures qu'elle avait l'habitude de visiter les déplacements pour manger aux heures de pause. Ses affaires se fructifiant de jour en jour lui ont alors permis d'élever ses ambitions d'un cran en ouvrant un grand restaurant dans le quartier. Les excellents résultats financiers que sa gestion a pu générer lui ont dès lors permis de construire deux grandes villas et d'acquérir des équipements nécessaires à un meilleur développement de son entreprise.

- ❖ L'après-midi du Lundi 1er mai a été consacrée à la visite de la case-foyer de la Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS).
- ❖ Cette visite qui a permis de rencontrer les responsables locales des femmes a aussi été l'occasion de découvrir les différentes activités menées par ces acteurs très mobilisés dans des domaines divers allant de la couture à la teinture en passant par le crochet et d'autres techniques souples de production.
- ❖ La mission s'est finalement rendue à SINTHIOU MALEME, un village situé à 29 Km de TAMBA pour visiter des projets de fabrique de grillages, de télé-services et de commerce du GIE THIANE. Cette expérience très originale permet, du reste, à des jeunes de gagner leur vie luttant ainsi contre la pauvreté et le sous-emploi. Cette dernière descente marquait ainsi la fin de la mission.
- ❖ Dans la région de KOLDA, la mission s'est d'abord rendue au Centre d'Art Ménager initié par l'ASC MOUSSA MOLO qui forme des jeunes filles en coupe et couture, teinture, confection de moustiquaires imprégnées, de draps, nappes de table.
- ❖ L'équipe s'est par la suite dirigée vers le village Peulh de ILYAO situé à près de 17 km de KOLDA pour visiter un projet d'élevage géré par le groupement des Femmes dénommé WAKILARE. Ce projet consistait pour les membres à recevoir des caprins et, sur la base d'un système alterné de partage des mises bas, permettait ainsi à l'organisation de disposer d'un bétail qu'elle pouvait alors mettre à la vente pour disposer de fonds à réinvestir.

² FEE : Femme-Enfant-Environnement

Ce groupement bénéficie aussi d'un fonds de crédit destiné aux femmes et mis en place par l'ONG américaine CRS pour le financement de micro-projets dans six (06) villages de la zone.

Des projets similaires existent dans les villages de Coumamboré, Guiréryéro Samba, Saré Oumar, Guiréryéro Mamdou et Manindia.

- ❖ Dans la région de **ZIGUINCHOR**, la délégation a pu visiter quelques réalisations notamment au centre commercial de la fédération des Groupements de Promotion Féminine de Ziguinchor situé dans le quartier de Kajoor. A ce niveau, il a été donné à l'équipe de constater l'excellent travail que mène le KAGAMEN (Association pour la Protection de la mère et de l'enfant) avec son unité de transformation des fruits et légumes qui a été financé par la Fondation Africaine du Développement (ADF). Ce centre forme et encadre trois cents (300) femmes déplacées du village de KAGUITH dans les domaines de la poterie, la teinture, la vannerie, la fabrication artisanale de bougies et de savons.
- ❖ Au quartier NEMA II de Ziguinchor, l'équipe a pu découvrir un important projet de fabrication de savons qui emploie cent douze (112) femmes ; ce projet est aussi géré par le KAGAMEN. Cette association intervient aussi dans le domaine de la couture et de la santé, plus précisément dans le traitement des pustules obstétriques.
- ❖ Enfin la mission s'est achevée par la visite du projet de construction de caniveaux dans le cadre de l'assainissement du quartier de BOUCOTT-CENTRE. Ce projet de grande utilité pour les populations locales emploie des jeunes du quartier contribuant ainsi efficacement à la lutte contre la pauvreté.

IV - LES VISITES D'INSTITUTIONS (Autorités administratives et locales)

4.1. ZONE NORD

Lors de l'étape de **ST-LOUIS**, l'équipe a rendu une visite de courtoisie et d'information aux autorités locales qui sont par ailleurs des partenaires essentiels dans le cadre de la mise en place du programme RAF/95.

Dans cette lancée, des entretiens du reste motivants ont été tenus avec le gouverneur-adjoint chargé du développement Monsieur Cheikh GUEYE, Mme Aby Kâne DIALLO chef du Service de Développement Communautaire, Monsieur Abdou DIOUF membre de la Commission Lutte Contre la Pauvreté au Conseil Régional de Saint-Louis et le Secrétaire Général de la Mairie de Saint-Louis.

Partout le ton a été pratiquement le même, ces différentes personnes rencontrées ont toutes émis le vœu sinon affirmé leur détermination et leur désir d'apporter une collaboration franche et sincère au programme RAF95/009. Et cela dans le cadre de toutes les activités que celui-ci participera à développer dans la région pour la lutte contre la pauvreté.

Identiquement à l'étape de SAINT-LOUIS, l'équipe a, dès son arrivée, pris contact avec le responsable local du CONGAD avec qui un programme de travail a été aussitôt défini.

Les visites de courtoisie auprès des autorités ont ainsi suivi et permis de rencontrer l'adjoint au gouverneur chargé du Développement en présence de son homologue qui s'occupe des questions administratives.

Ensuite ce fut le tour du Directeur de cabinet du Président du Conseil Régional (CR) de LOUGA de recevoir les membres de la mission. Ces diverses personnalités locales tout en magnifiant l'objectif attribué au programme RAF95/009, n'ont pas manqué d'insister sur la nécessité d'un suivi correcte de telles initiatives. Elles ont également réaffirmé leur pleine disponibilité à accompagner les actions des OSC dans la perspective d'une réduction, voire une éradication de la pauvreté.

Le Directeur de cabinet du Président du CR a du reste mis l'accent sur le partenariat dans lequel doivent s'inscrire les relations entre l'Administration, les élus et les Organisations de la Société Civile.

4.2. ZONE CENTRE

Concernant les autorités locales, à Diourbel c'est le gouverneur adjoint chargé des affaires administratives qui a en toute ouverture reçu la mission, à la place du gouverneur empêché ; malgré la disponibilité de celui-ci à accueillir la mission dans la matinée du 17 avril 2000³.

A **KAOLACK** la mission a été accueillie par les hautes autorités centrales de la région notamment le gouverneur Saliou Sambou et son adjoint chargé des questions du développement. Le Gouverneur Saliou Sambou s'engage auprès du programme à apporter tout son appui dans la région de KAOLACK compte tenu des performances de la société civile Sénégalaise, en l'occurrence du CONGAD, dans la recomposition institutionnelle qu'à connue notre pays en ce début du troisième millénaire.

A **FATICK** le même discours a été tenu avec les autorités administratives et municipales qui n'ont ménagé aucun effort pour échanger objectivement avec la délégation tout en insistant sur certaines conditions critiques qui invitent à ne pas se substituer aux pouvoirs publics dans leurs prérogatives de managers de la région et de la collectivité locale dans le cadre de la décentralisation.

C'est le cas pour l'ARD⁴, qui se légitime dans les mêmes rôles attribués à la cellule régionale dans le cadre du programme RAF 95. Cela nécessite donc une large sensibilisation de ces autorités qui nous semblent quelque peu susceptibles pour ce qui concerne le renforcement de la société civile. La mission a été quand bien même reçue en toute ouverture d'esprit d'abord par le Gouverneur Saliou. Rama Ka et son adjoint chargé des affaires administratives ensuite par le représentant du Maire de Fatick et enfin par le Secrétaire Général de l'ARD et son Adjoint.

³ La mission n'a pu se déplacer que le 17 avril 2000 à 12h, alors que le gouverneur l'attendait dans la matinée, cela ayant entraîné de grandes perturbations dans la programmation de la cellule régionale.

⁴ Agence Régionale de Développement

5.1.1.1. Concernant les activités actuelles

Il a été constaté que l'essentiel des activités menées par les OSC s'articule autour de la promotion des activités génératrices de revenus (AGR) avec **19%** pour l'ensemble des structures visitées dans la région de LOUGA. Ces activités en général tournent autour de l'embouche ovine, le maraîchage, l'arboriculture fruitière, la sylviculture ou encore les micro-services dans le domaine du commerce ou de l'éducation (par exemple la gestion de garderie d'enfants).

L'alphabétisation fonctionnelle quant à elle, avec **17%**, constitue la seconde famille d'activités que les OSC s'évertuent à promouvoir au niveau de la région. L'amélioration du niveau d'instruction des bénéficiaires apparaît dès lors comme une préoccupation assez largement partagée par les OSC confirmant ainsi la relation entre l'instruction le développement durable.

Un autre domaine d'activités qui revêt également une grande importance pour les organisations visitées est relatif à la protection de l'environnement, à la gestion des ressources naturelles et à la promotion des technologies appropriées. Ainsi avec **13%** des activités menées, les structures tentent avec les populations de développer des actions de reboisement, de lutte contre la désertification et de formation dans les volets précités.

Dans les mêmes proportions que les activités de protection de l'environnement, c'est à dire **13%**, celles liées au renforcement de capacités sont également déployées par les OSC rencontrées par la mission au niveau de LOUGA. Ainsi à travers les formations thématiques et l'appui-conseil, celles-ci aident les bénéficiaires dans une meilleure organisation de leurs activités pour favoriser une plus grande rentabilité de ces dernières.

Des domaines d'une exploration relativement récente tels que l'éducation au civisme ou à la promotion des droits de l'homme ou encore la défense des droits des travailleurs sont également développés par une proportion du reste assez faible des OSC : **10%**.

Cette dernière frange des structures vise un éveil des masses pour un exercice équilibré du droit dans les relations qui existent entre l'Etat, les Unités de Production et les autres acteurs du développement.

Un ensemble d'autres activités (**28%**) sont aussi menées par les OSC de la région, mais celles-là (les activités) ne sont pas largement partagées du fait qu'elles sont développées de manière dispersée ; il s'agit de la promotion d'initiatives diverses liées à l'épargne-Crédit, la rentabilisation d'équipements ruraux (BCV, moulin à mil etc.), l'assainissement, les projets de santé communautaire ou encore les études et recherches.

5.1.1.2. Domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale

La majorité des OSC rencontrées dans la région de LOUGA souhaitent collaborer avec la Cellule Nationale dans le cadre du renforcement des capacités des organisations de base qu'elles encadrent.

Cela est corroboré par le taux de **36%** récolté par les organisations inscrites à cette rubrique d'activités justifiant la nécessité de conduire des modules de formation adaptés et un accompagnement efficace pour permettre aux populations de mieux réussir dans les initiatives de développement.

Après ce premier groupe viennent ensuite les OSC qui veulent s'investir dans les activités d'information et de sensibilisation des structures de base sur des thématiques particulières liées au développement ; donc orientées vers la lutte contre la pauvreté. Ces OSC représentent **14%** du lot qui partagent ainsi des principes d'intervention similaires.

La promotion d'activités liées à l'éducation des populations au civisme et à la connaissance des droits humains, l'alphabétisation fonctionnelle, l'appui des organisations de base dans la création de micro-activités génératrices de revenus ainsi que l'appui institutionnel sont autant de domaines que **28%** des OSC visitées voudraient développer en partenariat avec la Cellule Nationale. Chacun des domaines cités intéressant **7%** des OSC.

D'autres secteurs d'activités (**15%**) ont été soulevés par un nombre assez réduit d'OSC ; néanmoins ces initiatives gardent toute leur importance dans l'échiquier des stratégies de lutte contre la pauvreté par un appui et une responsabilisation des organisations communautaires de base.

Ces domaines concernent entre autres l'aide dans la mise en place de mutuelles d'épargne/crédit, le suivi et la gestion de projets, la création de banques céréalières ou encore l'appui aux producteurs dans la commercialisation de produits maraîchers. Toutefois, il faudra préciser que plusieurs OSC (**47%**) cherchent parfois à combiner jusqu'à cinq (05) domaines d'activités alors que d'autres (**53%**) ont choisi de privilégier un seul secteur d'activités.

5.1.1.3. Améliorations institutionnelles souhaitées

Dans ce chapitre, il est à remarquer que ce qui intéresse le plus les OSC dans le cadre de la mise en place du programme RAF95/009 est relatif à leur implication dans la définition des politiques locales de développement. Ainsi dans **41%** des cas, elles souhaitent la création de cadres de concertation où va se développer un dialogue permanent inter-actoriel à la base qui permettra de bâtir de manière consensuelle des stratégies locales de lutte efficace contre la pauvreté.

Cette même logique est entretenue par une autre frange des OSC (**18%**) qui expriment tout simplement le souhait de siéger au niveau des organes du Conseil Régional afin de mieux intégrer les instances de décision et incarner le lobbying positif nécessaire à l'orientation des politiques.

D'autres OSC (**18%**) par contre estiment que leurs actions devront être accompagnées à travers un appui matériel et financier à la hauteur des tâches et ambitions qui leur seront dévolues dans le cadre de la décentralisation et particulièrement le RAF95/009.

L'institutionnalisation des coalitions régionales devra se prolonger et aboutir à la définition claire de cadres juridiques adaptées afin de donner une assise formelle à toutes les décisions qui seront issues des collectifs locaux.

Cette position est également assez largement partagée par les OSC à hauteur de **18%** de l'effectif global des organisations ; celles-là même qui insistent aussi sur la nécessité de mettre en place des structures légères qui seront capables d'interagir efficacement avec les autres catégories d'acteurs porteurs du développement local dans le nouveau contexte politico-social marqué par les réformes institutionnelles ayant débouché sur la décentralisation.

La dernière catégorie d'OSC (5%) estime plutôt que les autorités devraient veiller à ce qu'il y ait de la transparence dans les rapports entre les collectivités locales et les acteurs de la société civile. Elles sont convaincues par ailleurs de la nécessité de veiller à la visibilité des textes et lois au bénéfice d'une démocratie locale socle d'un développement local durable.

5.1.2. La région de Saint-Louis

5.1.2.1 Concernant les activités actuelles

En procédant d'une classification des domaines d'intervention selon, principalement, la vocation des activités promues par les OSC, il devient possible d'établir une stratification dans le lot des organisations identifiées dans le cadre de la mission au niveau de la région de Saint-Louis.

En effet, il est à remarquer que, dans une proportion largement majoritaire, les OSC rencontrées s'investissent dans la promotion d'activités que nous inscrivons dans celles dites de production.

Cette production concerne une gamme assez diversifiée de biens et services auprès des populations bénéficiaires. Ainsi avec un taux de **40%** de l'effectif global, les structures visent à développer des activités liées à l'artisanat, la transformation de produits locaux (riz, poisson et autres ressources halieutiques), l'exploitation de périmètres agricoles ou l'encadrement de micro-projets d'embouche bovine et/ou ovine.

Toutefois, il sied de préciser que dans ce sous-groupe des activités orientées dans la production, la transformation des produits, constitue le volet qui domine légèrement le reste si l'on considère le chiffre de **15%** qu'il engrange.

Un autre groupe réunissant **15%** des OSC s'intéresse aux initiatives classées dans les Activités Génératrices de revenus (AGR). Cependant dans la totalité, ces actions sont combinées à d'autres thématiques opérationnels et apparaissent dans la plupart des cas comme étant des formules souples d'accompagnement si elles ne sont pas supposées être des sources de revenus additionnels.

Dans ce lot d'AGR, on retrouve essentiellement le petit commerce de denrées alimentaires ou d'autres articles divers ; domaine généralement investi par les femmes.

Un taux de **20%** est noté pour les OSC qui mènent des actions d'information, d'éducation, de sensibilisation et de formation des masses sur des thèmes importants et actuels : il s'agit des questions de MST/SIDA/Santé Reproductive des Adolescents ou encore en matière de Population et Développement, en Protection de l'environnement et vulgarisation de stratégies durables de Gestion des Ressources Naturelles (GRN).

On retrouve aussi dans cette famille, les structures spécialisées dans l'éducation, la formation et la surveillance des droits de l'Homme ; cette dernière composante cherche aussi, par des conseils juridiques adaptés, à participer dans l'éveil des masses pour un exercice équilibré du Droit.

Le développement de procédés souples et flexibles de financement des activités des populations défavorisées, occupe avec 15% des OSC, une place non négligeable dans l'échiquier des types d'interventions que les organisations visitées cherchent à encourager auprès des cibles. Les caisses populaires d'épargne et de crédit ou les autres formes de micro-financement au sein des groupements de femmes constituent les actions contenues dans ce domaine d'activités.

Le reste des OSC (10%) s'emploie à impulser un renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OB en milieu rural ou développent des initiatives sportives/culturelles à caractère populaire et saisonnière.

5.1.2.2. Domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale

L'essentiel des OSC, dans ce chapitre privilégient la continuité dans leurs interventions avec leurs cibles ; à ce titre elles souhaitent à 23,5% que la Cellule Nationale les appuie dans leur stratégies de renforcement des capacités des OB sous leur encadrement. Ainsi ces interlocuteurs de base pourront bénéficier de formations pluri-modulaire dans des domaines aussi divers et importants touchant à la Gestion, la Comptabilité simplifiée, le marketing et le développement des aptitudes en matière technique et organisationnelle.

Dans la même lancée, les Organisations demandent avec insistance sur la nécessité de bénéficier d'appuis institutionnels à plusieurs niveaux afin d'optimiser leurs possibilités d'intervention auprès de populations. C'est à 18% qu'elles ont alors formulé leurs désirs de participer à des échanges d'expériences qui faciliterait un renforcement mutuel et une harmonisation/intégration dans le cadre des stratégies opérationnelles.

Ce deuxième groupe d'OSC n'a pas aussi manqué de souligner l'impact positif que pourrait avoir une amélioration de leur situation financière et logistique dans l'efficacité de l'exécution de leurs programmes. L'expression maîtresse des doléances de cette seconde catégorie de structures est donc essentiellement articulée autour de **l'amélioration et de l'accroissement des ressources.**

La troisième catégorie, qui représente 35% de l'effectif global, est composée d'OSC soucieuses de bénéficier d'appui afin de continuer à promouvoir les domaines dans lesquels elles se sont déjà fait de l'expérience et qui sont des activités de production (aviculture, transformation de produits, maraîchage) ou le financement d'activités génératrices de revenus par le biais du micro-crédit.

Enfin le reste des organisations (23,5%) manifeste sa volonté d'orienter leurs interventions dans les services d'appui-conseil aux OB, les activités d'information, d'éducation et de communication en matière de MST/SIDA/SRA ou de protection de l'environnement à travers la sensibilisation et la vulgarisation de technologies appropriées pour la sauvegarde du bien-être des populations locales.

5.1.2.3. En termes d'améliorations institutionnelles

Constatant les résultats des premières et secondes rubriques ci-dessus, c'est sans surprise que l'on découvre les réponses aux préoccupations posées à travers cette troisième partie du guide.

Ainsi dans la vision de mieux mener à bien les missions qu'elles se sont assignées, les OSC posent un certain nombre de besoins liés aux dispositions à prendre par les autorités locales et les représentants des pouvoirs public en faveur d'une meilleure réussite des entreprises.

Aussi, ces organisations sollicitent-elles :

- ❖ la mise en place de cadres de concertation dynamiques qui pourront impulser et enrichir un véritable partenariat entre les OSC, l'Etat et les collectivités locales décentralisées. Cette position est par ailleurs partagée à une quasi-unanimité ; ce qui confirme dès lors une réelle volonté d'instaurer un dialogue permanent entre divers acteurs, cette interaction objective qui soit en mesure de fonder une convergence de toutes les stratégies déployées.

Dans ces conditions, autant il sera possible non seulement d'éviter la dispersion des initiatives voire leur télescopage de programmes mais surtout de créer des synergies susceptibles de mieux renforcer l'impact des politiques de Lutte Contre la Pauvreté.

- ❖ Une autre proposition dans le chapitre des améliorations institutionnelles est relative au désir de certaines OSC de voir les pouvoirs publics leur apporter un soutien matériel et financier afin que celles-ci puissent mieux participer dans l'objectif commun de promotion de stratégies pour l'impulsion d'un Développement Local Durable.

En définitive, il apparaît qu'une bonne réussite des programmes de lutte contre la pauvreté impliquant les OSC reste tributaire d'un partenariat solide entre acteurs à la base, un appui aux structures mais aussi des capitalisations périodiques pour évaluer les acquis et mieux orienter les choix opérationnels.

5.2. ZONE CENTRE

L'exploitation des outils de la mission (fiches d'identification des organisations de la société civile, fiche de présentation des expériences visitées) laisse entrevoir les résultats suivants :

5.2.1. La région de DIOURBEL

5.2.1.1. Concernant les domaines d'activités

La plupart des OSC dans cette région se déploient de nos jours dans le domaine de l'alphabétisation fonctionnelle. En effet 41% des OSC mobilisées ont une activité d'alphabétisation couplée soit à l'embouche bovine et ovine, l'élevage, les technologies appropriées soit à la couture ou la coopérative d'habitat et l'IEC.

21% de ces OSC sont dans les secteurs de l'éducation, l'environnement, population et développement. Ce qui signifie que les questions de valorisation des ressources humaines les préoccupent réellement.

14% développent des actions d'information, d'éducation et de communication pour sensibiliser les populations pauvres autour des grands fléaux liés à la Santé de la Reproduction (SR), les Malades Sexuellement Transmissibles (MST), le Sida, la planification familiale.

Ensuite viennent en toute égalité les domaines des études et recherches **7%** de l'insertion économique **7%** et de l'assistance juridique, du conseil et de la formation **7%**. Enfin on note **3%** pour les autres domaines non moins importants en matière de réduction de la pauvreté, comme l'hydraulique villageoise, la maîtrise de l'eau ou l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain, les questions de mutualités (mutuelles d'épargne et de crédit ou les mutuelles de santé).

5.2.1.2. Concernant les domaines d'appui souhaités

31% des OSC souhaitent un partenariat et un appui du programme dans le domaine du renforcement de leurs capacités d'intervention par la formation en matière de :

- Gestion organisationnelle et de structuration,
- D'assistance juridique pour la promotion d'une véritable citoyenneté locale,
- D'identification, de réalisation et de contrôle de la réalisation de projets,
- Technologie appropriée,
- Capacité de financement des activités,
- Gestion des ressources naturelles,
- D'approches participatives,
- Capacité institutionnelle,
- D'activités Génératrices de Revenus (AGR)

Tandis que **34%** des OSC mobilisées s'attendent à un appui en matière d'insertion économique des jeunes et des femmes se fondant sur une alphabétisation continue, une mobilisation des acteurs, en coopérative d'habitat, une participation populaire à travers des créneaux porteurs comme les activités agro-pastorales, le commerce, les bâtiments et travaux publics (BTP), l'assainissement et le cadre de vie.

Par contre **10%** attendent un appui du programme dans les domaines de la santé, l'éducation, la diversification des cultures et le partenariat.

Les autres domaines d'attentes non moins importants concernent les cadres d'échanges d'expériences sur l'environnement et les autres secteurs, l'IEC soit **25%** des effectifs recensés.

5.2.1.3. En matière d'amélioration institutionnelle

41% des OSC s'attendent à un appui logistique et financier contre **28%** qui souhaitent la promotion de la culture citoyenne pour le renforcement de la société civile dans la réduction de la pauvreté.

Cela passera par la fédération des GIE ou la coalition des OSC favorisant la création de cadres de concertation durables, l'appui méthodologique mutuel, la responsabilisation effective des acteurs et la maîtrise des approches participatives.

Enfin, **31%** des OSC souhaiteraient l'implication de la société civile à tous les niveaux de prise de décision et sa mise en relation franche de collaboration avec les institutions d'appui au développement dans la mesure où elles aspirent à s'ériger en ONG capables de conduire des actions de développement de grande envergure dans les quartiers, les villages et les villes.

Entre Autres remarques nous retenons toujours à Diourbel que les OSC aspirent à mettre sur pied en partenariat avec le programme RAF/95 des « Guichets d'information jeunes et femmes » pour une meilleure connaissance des études du milieu réalisées à Diourbel, des programmes de réduction de la pauvreté qui s'intéressent à la région afin de :

- Mieux canaliser et impliquer les jeunes et les femmes dans toutes les instances de prise de décision : conseil régional, conseil municipal, agence régionale de développement etc. et dans le développement local.
- D'exploiter rationnellement tous les acquis de la décentralisation qui ne saurait être viable, en dehors de son enracinement dans le vécu quotidien des populations de leurs valeurs, de leur vision du monde et des choses surtout quand nous en convenons tous que nous sommes dans un pays d'identités plurielles.

5.2.2. Ensuite à KAOLACK

5.2.2.1. Concernant les activités actuelles

60% des OSC les plus représentatives s'occupent de nos jours de questions liées à :

- l'information, l'éducation et la communication pour la santé et la meilleure protection de l'environnement,
- l'éducation pour tous, la santé et la population,
- l'éducation sexuelle, la santé de la reproduction clinique et l'appui des personnes handicapées ;

20% s'occupant de questions d'insertion socio-économique des jeunes et des femmes dans les circuits productifs comme l'aviculture, l'épargne et le crédit.

Enfin **20%** des OSC mobilisées sont également dans des domaines très larges de la lutte contre la pauvreté, confirmés par la mise en œuvre d'actions de secours d'urgence surtout pour ce qui concerne les organisations religieuses et caritatives. Ces actions souvent liées à l'hydraulique urbaine et rurale se fondent sur une animation de proximité, un soutien financier dès fois et méthodologique la plupart du temps au profit des organisations paysannes et urbaines.

5.2.2.2. Concernant les domaines d'attentes

Nous notons que **20%** souhaitent la création d'emploi pour les jeunes et les femmes, facilitée par l'accès au crédit, la promotion des mutuelles d'épargne et de crédit et l'accès aux moyens de production.

Alors que **30%** souhaitent être appuyées dans les domaines de l'éducation pour la santé la meilleure prise en charge des malades dans les hôpitaux. C'est également le cas pour d'autres domaines liés à l'IEC autour des grandes endémies, la formation et la protection des personnes handicapées des enfants en situation particulièrement difficile. Les **50%** restant s'attendent à être appuyées pour l'organisation de séminaires, conférences d'information, le renforcement des capacités des réseaux (para-juristes, femmes) la formation en gestion administrative et financière, en marketing et en communication.

Cette dernière catégorie insiste sur la nécessité de changer la mentalité des populations et les comportements d'assistés éternels afin de mieux faire comprendre les rôles d'auto-prise en charge des besoins réels et des responsabilités dans le cadre de la réduction de la pauvreté.

5.2.2.3. En termes d'amélioration institutionnelle

50% des OSC s'attendent à un accès plus facile aux financements, la meilleure prise en charge des questions de santé publique, se fondant sur un accroissement des budgets alloués à la région en matière de soins de santé primaires. Aussi, s'attendent-elles à une reconnaissance juridique de la plupart des organisations informelles à l'instar des associations de para-juristes et à un appui logistique conséquent.

50% également pensent que les actions de renforcement des capacités en matière de gestion administrative et financière, d'accompagnement et d'appui méthodologique sont capables d'améliorer les performances de la société civile kaolackoise. Pour ce faire, elles insistent aussi sur la nécessité de mettre sur pied des cadres d'échange d'expériences et de complémentarité en vue de garantir la participation citoyenne dans le cadre de la régionalisation et de la décentralisation qui nécessitent quant au fond une véritable volonté politique.

Cela est d'autant plus pertinent que les OSC de KAOLACK comprennent parfaitement que le développement local devrait être l'affaire de tous et être considéré comme un ensemble de pratiques concrètement mises en œuvre par des groupes de populations en vue de participer à leur procès de sécurisation.

Entre autres suggestions, nous notons à KAOLACK que les questions de renforcement de cadres de concertation existants préoccupent beaucoup et nécessitent un appui méthodologique, pour une meilleure capitalisation des acquis et des expériences. Il faudrait donc encore s'atteler à sensibiliser en synergie et de manière pérenne les cibles jeunes et femmes, mais également réaliser beaucoup d'enquêtes, d'études et recherches destinées à approfondir les études de cas réalisées et actualiser les données de base.

Ces derniers, qui coordonnent la politique de population et la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté et pour le service chargé de l'assistance régionale aux Centres d'Expansion Rural Polyvalent (CERP).

- Troisièmement le maraîchage et l'aménagement de vallées, l'appui et l'accompagnement des jeunes et enfants travailleurs du secteur agricole.
- 15% des organisations mobilisées par la cellule régionale du Congad sont constituées de syndicats qui se préoccupent entre autres problématiques de :
- Défense des intérêts des enseignants et de l'amélioration de leurs conditions de travail pour une meilleure formation des élèves,
- Protection des droits sociaux des travailleurs à l'échelle régionale,
- Gestion des médicaments et du personnel communautaire de santé pour tous en vue de développer des ressources dans le cadre de la politique gouvernementale en matière de santé publique.

5.2.3.2. Concernant les domaines d'appui sollicités

65% des organisations rencontrées souhaitent un appui du programme RAF/95 dans le domaine de la facilitation et du renforcement des capacités d'intervention par :

- D'abord la meilleure compréhension et connaissance des programmes de réduction de la pauvreté et l'appui méthodologique dans la formulation de la demande et l'élaboration des plans d'action,
- Ensuite l'appui technique et la formation des ONG membres du cadre de concertation dans les domaines de l'élaboration et du suivi de programmes d'amélioration des conditions de vie des populations en partenariat avec les services techniques de l'état,
- En outre l'appui à la gestion de micro projets des femmes, la facilitation de l'accès au crédit et à l'emploi à partir de services liés à la gestion de l'environnement (ramassage et valorisation des ordures ménagères) et la transformation des produits locaux,
- Par ailleurs, la promotion des cibles jeunes, enfants et femmes à travers l'appui à la famille, aux groupements de promotion féminine, organisations paysannes et le financement de micro-réalisations. La mobilisation sociale pour une meilleure scolarisation des jeunes filles, le partenariat et la formation des élus locaux,
- Enfin la formation des comités de santé et l'amélioration de la prise en charge des cas sociaux et personnes handicapées,
- 20% de ces organisations souhaitent être appuyées dans le cadre de leurs prestations de services de santé reproductive, d'alphabétisation des masses laborieuses et de fourniture de denrées alimentaires aux retraités ou d'intrants dans leurs activités agricoles. Celles qui sont dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) souhaiteraient bénéficier de lignes de crédit pour le développement du petit commerce et la dotation de petits équipements agricoles, tandis que les organisations de protection de l'environnement et de l'éco-système s'attendent à la maîtrise des nouvelles techniques capables de freiner l'érosion éolienne, la salinisation des terres cultivables.

- Alors que **5%** s'attendent à un appui conséquent dans les domaines spécifiques de la maîtrise de l'eau, l'agriculture à la base, le reboisement et l'allègement des travaux de la femme, nous notons par ailleurs que **10%** des organisations de la société civile, même si elles ne maîtrisent pas totalement le programme de leurs syndicats respectifs souhaiteraient un appui institutionnel pour une meilleure protection du droit des travailleurs et la protection de leurs familles.

5.2.3.3. En termes d'améliorations institutionnelles

L'allègement des procédures d'agrément des ONG et des procédures bancaires et la promotion du partenariat entre les ONG et les collectivités locales,

- l'information, la formation et l'appui logistique et financier en vue de renforcer la crédibilité et la compétitivité de la société civile à l'échelle régionale,
- la mise en place de cadre de concertation, la mise en réseau et la facilitation du dialogue avec les autorités administratives et la mise en pratique du système du « faire-faire » ; pour une meilleure implication de la société civile dans la mise en œuvre des programmes nationaux de développement,
- l'amélioration des textes de lois qui régissent la politique de décentralisation et l'organisation de séminaires et d'ateliers d'information afin de favoriser la compréhension mutuelle des acteurs du développement aux échelles communale et régionale où tous les acteurs réclament aujourd'hui leur autonomie (ARD, Conseil municipal société civile etc...)

Entre autres remarques et suggestions notons également :

- la lutte contre la corruption et l'application des lois sur les dépenses ostentatoires, excessives,
- le partenariat durable entre ONG de la cellule régionale du CONGAD à FATICK,
- l'élaboration de programmes de formation des élus locaux avec l'appui des syndicats pour la promotion du dialogue sociale,
- l'implication et la participation de cellule inter ONG dans la réalisation du plan régional de développement intégré

5.3. ZONE SUD

5.3.1. La région de KOLDA

5.3.1.1. Domaines d'activités actuelles

Au niveau de la région de KOLDA, il prévaut une nette propension des OSC à s'investir pleinement dans la promotion des activités relevant essentiellement du secteur primaire ; c'est ainsi qu'à une large majorité, **43%** les structures rencontrés interviennent dans le maraîchage, l'horticulture ou encore la gestion de périmètres agricoles.

Dans ce même sous-groupe, on inclut les organisations évoluant dans l'élevage surtout dans sa forme intensive (embouche ovine/bovine) et l'arboriculture forestière et/ou fruitières. Toutes ces initiatives collectives permettent aux OB de générer des revenus additionnels tout en favorisant la diversification ainsi que la structuration de l'économie locale.

Un autre groupe d'OSC d'une importance un peu moindre privilégie plutôt la valorisation du savoir local à travers l'impulsion de micro-entreprises de production. Ainsi, c'est à **13%** que s'élèvent les OSC qui développent des activités relatives à la couture, la teinture, la fabrication artisanale de savon ou la gestion de micro-projets avicoles.

Dans pratiquement les mêmes proportions (**11%**) on retrouve les organisations qui inscrivent leurs actions dans le renforcement des capacités en faveur des OB qu'elles encadrent. Elles permettent alors à leurs cibles d'accéder aux services d'appui/conseil et de formation adaptée afin de participer à l'amélioration de leurs aptitudes productives et/ou organisationnelles.

La promotion d'un dialogue social pluriel entre les différents acteurs de base intervenant dans le développement, le plaidoyer pour une meilleure prise en charge des questions de genre afin de venir en aide aux franges marginalisées, la conduite d'activités de conseils et de formation juridiques pour la sauvegarde des droits de l'homme sont autant de thématiques soulevées par d'autres OSC. Certes le taux noté est relativement faible (**4%**) ; toutefois le fait est symbolique et met en exergue la bonne conceptualisation qu'elles ont du phénomène de la pauvreté. C'est donc à ce titre qu'elles se font le devoir d'actionner tous les leviers pouvant aboutir à sa réduction voire sa jugulation en procédant dès lors d'une approche jusqu'alors restreinte aux aspects de croissance économique.

Les activités d'Education et d'alphabétisation fonctionnelle ne mobilisent pas très fortement (**6%**) mais elles gardent toute leur importance et il sied de le souligner dans le sens d'encourager encore les initiatives de l'ONG ACAPES qui s'investit beaucoup dans la facilitation de l'accès des couches défavorisées à l'éducation, surtout une éducation pour le développement.

Le dernier groupe d'Organisations de la Société Civile est assez hétérogène et représente **23%** de l'effectif global. On y trouve des structures qui se sont spécialisées dans des activités allant du petit commerce à la promotion des NTIC en passant par les activités culturelles, l'assainissement/ salubrité ou encore l'épargne/crédit afin de faciliter le financement des activités pour les acteurs de base.

5.3.1.2. Domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale

Dans ce second chapitre on remarque, à de faibles dissemblances près, les mêmes tendances que pour les activités actuelles ; ce qui conforte l'idée que les OSC en général souhaitent être renforcées dans ce qu'elles sont déjà en train de réaliser à la base au bénéfice des populations.

C'est ainsi qu'il a été noté un taux de **33%** des OSC qui demandent à encore promouvoir des activités liées à l'agriculture, le maraîchage, le développement de l'arboriculture surtout celle fruitière et l'embouche bovine/ovine. Le profil éco-géographique de la zone et sa vocation économique justifient dans une large mesure le quasi-rush à ce niveau.

D'autant plus que ces activités peuvent parfois générer des revenus assez substantielle pour les divers acteurs, ce premier sous-groupe joue donc un rôle de premier plan dans les mécanismes locaux de lutte efficace contre la pauvreté.

La mise en place de micro-entreprises, qui se basent sur une technologie simple et facilement maîtrisable, permet aux OB d'initier et de développer des activités de production de biens et services pour les marchés local et étrangères ; ne serait-ce que dans les pays de la sous-région.

L'importance de cette option est démontrée par le fait que **18%** des OSC veulent collaborer avec la Cellule Nationale dans le sens de la promotion des activités relevant de ce domaine ; ces dernières intègrent l'aviculture, la transformation de produits locaux, l'apiculture ou encore la teinture et la couture.

Autant les activités commerciales occupent une place de choix dans les stratégies à promouvoir auprès des populations à la base - le petit commerce mobilise ainsi **11%** des OSC - autant de plus en plus l'on cherche à se préoccuper de nouveaux aspects qui peuvent beaucoup influencer sur toute action de lutte contre la pauvreté. Aussi note-t-on déjà que **6%** s'intéressent aux NTIC de même que la sensibilisation de masse ; une proportion un peu moindre (environ **4%**) veut s'investir dans la défense et la sauvegarde des droits humains à travers des actions de formation, de conseils etc.

Dans cette même dernière catégorie, peuvent être citées les structures dont le souhait consiste à intervenir dans le cadre du renforcement des capacités techniques et organisationnelles à travers la conduite de sessions de formation ou l'offre de services d'appui/conseil qui pourront aider les bénéficiaires à mieux affûter leurs possibilités de rentabilisation de leurs activités. Ce type d'OSC concerne **13%** de l'effectif global interviewé.

La protection de l'environnement par une bonne gestion des ressources naturelles, le financement de micro-projets, l'alphabétisation fonctionnelle, la santé, l'assainissement la salubrité, la promotion du micro-crédit et la mise en place d'équipements (de production ou culturels) sont autant de domaines intéressants dans lesquels **15%** voudront participer. Toutefois, il sied de préciser que parmi ces domaines précités, un seul (GRN) mobilise deux (02) OSC ; les autres seront chacune promues par une (01) seule organisation d'après les données disponibles.

5.3.1.3. Sur le plan des améliorations institutionnelles souhaités

A ce niveau, il apparaît une assez large convergence des points de vue des OSC témoignant d'une bonne prise de conscience de ces dernières par rapport à la collaboration impérative entre elles et les différentes autorités locales et administratives en faveur d'un développement local concerté

Ainsi à **43%**, les organisations ont soulevé la nécessité d'ériger un cadre de concertation selon les termes même de celles-ci qui va regrouper toutes les composantes de la société civile et les pouvoirs publics afin de favoriser des échanges pluriels qui débouchent sur consensus autour des stratégies de lutte contre la pauvreté.

En effet, l'institutionnalisation de tels creusets de partenariat facilite le dialogue objectif entre les divers acteurs, optimise leur implication dans toutes les étapes des processus de développement et surtout permet une meilleure harmonisation et intégration des approches dans les schémas locaux de relance socio-économique.

Pour atteindre des niveaux d'impact un peu plus élevés des actions qu'elles mènent ou qu'elles cherchent à promouvoir à la base, d'autres OSC (**23%**) sollicitent auprès des pouvoirs publics, tant au niveau central que décentralisé, que les aménagements idoines soient entrepris afin que certaines conditionnalités d'accès aux crédits et autres sources de financement soient allégées. Elles souhaitent également que ces mêmes dispositions puissent leur permettre de pouvoir bénéficier de volumes un peu plus importants de crédits/financements pour plus de rentabilité dans leurs activités.

Outre l'accès aux financements, des facilitations sont aussi suggérées par **23%** des OSC sur le plan des procédures administratives, l'encadrement dans l'élaboration de projets/programmes, l'accès aux ressources gérées par les pouvoirs publics telles la terre. D'ailleurs, cette dernière sollicitation a même amené une organisation à demander une révision des textes et lois sur la décentralisation pour que soit rendu obligatoire l'instruction des élus d'autant que ces derniers gèrent des questions très importants tels la gestion de l'environnement.

Les autres améliorations souhaitées tournent autour de l'installation d'une commission de suivi du programme RAF95/009 afin de rompre d'avec la spirale des projets théoriques sans lendemains qui sont légion. La subvention de certaines activités des OSC est également souhaitée.

5.3.2. La région de TAMBACOUNDA

5.3.2.1. Dans le domaine des activités actuelles

Les OSC, par rapport à des thématiques opérationnelles particulières qui par ailleurs mettent en valeur leur acception du développement durable, mènent ou cherchent à mieux promouvoir des activités de diverses natures.

Ainsi, on note au niveau de TAMBA, après un certain regroupement que **30%** des OSC peuvent être classées dans la catégorie des activités dites de production locale de biens et services. C'est ainsi que l'on retrouve dans ce lot les organisations qui travaillent dans le maraîchage, l'élevage de type intensif (embouche ovine/bovine et commercialisation de viande), les micro-entreprises de fabrique de briques, d'aviculture, de teinture ou de transformation des produits locaux.

L'amélioration des aptitudes des structures de base pour accroître leur productivité passe par, entre autres, le renforcement de leurs capacités à plusieurs niveaux :

technique, organisationnel, élévation du niveau d'instruction. Ceci justifie le fait que l'on remarque **18%** des OSC qui se déploient dans ce cadre à travers la formation pluri-modulaire ainsi que l'alphabétisation de type fonctionnel en destination des populations cibles.

La croissance n'est pas à elle seule synonyme de développement. Une telle dimension explicite la dimension globale que peut revêtir un phénomène tel la pauvreté et qui englobe les questions de protection et de promotion des franges défavorisées, la lutte contre l'exclusion de classes de citoyens, ou encore la préservation de la santé des populations.

C'est à ce titre que l'on note **15%** des OSC œuvrant dans ce sens ; notamment la sauvegarde des droits humains (Education/Formation/Conseils/Surveillance), une meilleure prise en charge du concept de genre dans le développement avec l'instauration d'un dialogue social permanent et fructueux qui puisse encourager le leadership féminin et toute autre forme d'implication des femmes dans les stratégies et politiques.

Il en va de même pour les questions liées à la sensibilisation sur les MST/SIDA/SR/PP ou la prise de position contre des fléaux qui fragilisent les catégories démunies tels le tabagisme, la drogue.

Diverses autres Activités Génératrices de Revenus (AGR) sont également développées par d'autres OSC qui représentent **18%** de l'effectif total. Ces dernières vont du petit commerce de produits à la gestion de boutiques communautaires en passant par l'exploitation de moulins à mil pour l'allègement des travaux des femmes qui se révèlent en milieu rural être de véritables corvées.

Le reste des OSC (**19%**) s'occupe de questions relatives à la sauvegarde de l'environnement (reboisement, gestion de pépinières, aménagement et gestion des terroirs), ou la coordination et l'impulsion d'initiatives de développement au sein des associations de jeunes qui presque exclusivement se cantonnent sur les activités culturelles et sportives. On retrouve aussi dans ce dernier groupe les rares OSC qui s'intéressent au micro-crédit.

On pourrait également souligner le fait que **71%** des OSC rencontrées combinent au moins deux (02) domaines d'activités alors que **42%** d'entre elles le font avec plus de deux (02) domaines.

5.3.2.2. Les domaines d'activités souhaités avec la Cellule Nationale

A la lumière des résultats obtenus pour cet autre volet, il est à noter que les OSC, en collaboration avec la Cellule Nationale, cherchent à accroître leur opérationnalité ainsi que celle des structures de base qu'elles se chargent d'accompagner.

En effet, dans une assez large majorité (**54%**), les OSC soulèvent leur désir d'intervenir dans le renforcement des capacités par le biais de la programmation de sessions de formation au bénéfice des populations ; cela va concerner plusieurs modules tels la Gestion, la Comptabilité Simplifiée, le Marketing ou encore la maîtrise des Technologies Appropriées.

Elles souhaitent aussi travailler dans le sens de l'appui organisationnel et institutionnel en faveur des cibles, organiser également des échanges d'expériences, des capitalisations périodiques dans la perspective d'une systématisation ou harmonisation de certaines méthodologies et approches susceptibles d'améliorer les interventions et de pouvoir mieux appréhender leurs impacts.

La promotion des catégories défavorisées de la population à travers un dialogue social permanent, la responsabilisation des femmes dans toutes les étapes des processus de développement, la lutte contre les fléaux sociaux qui freinent l'émancipation par exemple les MST/SIDA/SRA/PF ou la drogue sont également des thèmes que **25%** des OSC voudraient se charger de promouvoir dans le cadre du programme pour la lutte contre la pauvreté.

D'autres organisations voudraient plutôt conduire des programmes d'alphabétisation fonctionnelle. Elles représentent **7%** des OSC, **la même proportion** souhaite développer l'épargne/crédit alors que les activités génératrices de revenus mobilisent **3,5%** des structures de la société civile.

Dans la bonne conduite de leurs actions de développement, certaines organisations souhaitent bénéficier d'appui sur le plan matériel et financier ; elles représentent aussi **3,5%** de l'effectif.

5.3.2.3. Les améliorations institutionnelles souhaitées

A l'image de la région de KOLDA, les OSC de TAMBA dans une large majorité (**47%**), suggèrent aussi l'institution d'un cadre de dialogue et de concertation qui facilitera une bonne fluidité de l'information afin que les prises de décisions puissent se faire dans la plus grande transparence. Cette option favorise également la valorisation de l'expérience des organisations locale de la société civile qui peuvent alors contribuer efficacement dans une politique de lutte contre la pauvreté.

C'est d'ailleurs ce qui a motivé certaines assertions demandant la participation de l'entité régionale des OSC dans les instances locales de planification telles les Comités régionaux de Développement afin que de la synergie des diverses catégories réunies, puissent sortir des mesures transparentes pour une atteinte efficiente des objectifs identifiés.

Des organisations (**20%**) demandent également qu'il leur soit accordé des crédits ou autres possibilités de financement souple pour le développement de leurs activités ; dans le renforcement de leur collaboration avec les collectivités locales ou les services étatiques, les OSC souhaitent qu'il puisse y avoir un peu plus d'équilibre dans le traitement des dossiers d'appel d'offres lesquels devront aussi faire l'objet d'annonces publiques pour une égalité des chances.

Des facilitations sont également sollicitées dans le cadre des procédures administratives de même qu'un appui technique et une meilleure organisation de l'environnement des OSC font aussi parti du panier de doléances soumis aux autorités administratives et locales.

Une structure régionale regroupant les OSC en l'occurrence la coalition préconisée à travers le RAF mérite d'être installée en tant qu'interface de négociation entre acteurs mais devra être soutenue par les autorités sur tous les plans (matériel, financier, etc.) et bénéficier de tout l'accompagnement et le suivi nécessaires à sa réussite.

Enfin, un appel a aussi été lancé aux différentes autorités de tutelle afin que le cadre législatif régissant la chasse et les ressources forestières soient renforcées pour accroître l'impact des actions de préservation de l'environnement et de gestion durable des ressources naturelles.

5.3.3. La région de ZIGUINCHOR

La zone SUD et particulièrement la région de ZIGUINCHOR a bien ses spécificités et cela se manifeste à plusieurs niveaux ; de la richesse des ressources présentes, qui justifie par ailleurs la diversité des créneaux porteurs, jusqu'à la situation sociale et politique laquelle détermine ou influence beaucoup les types d'interventions des organisations de la société civile.

5.3.3.1. Les domaines d'activités actuels

L'amélioration de la capacité opérationnelle des OB mobilise près de **18%** des OSC qui cherchent ainsi à faire bénéficier aux structures locales du maximum de compétences adéquates et d'opportunités partenariales dans la logique d'optimiser leur productivité et partant participer à leur autonomisation progressive.

Cette option repose essentiellement sur des initiatives de formation par le biais de modules très adaptés, l'encadrement de proximité mais aussi une intermédiation efficace auprès d'organismes de financement afin de faciliter l'accès à des lignes permettant d'exécuter les actions identifiées.

La promotion de la santé des populations constitue également une thématique assez attrayante où **19%** des OSC interviewées interviennent avec toutefois des stratégies différenciées mais qui, de manière cumulative visent le bien-être des bénéficiaires.

Ainsi, certaines d'entre elles œuvrent dans la mise en place de mutuelles de santé ou la construction et la gestion d'infrastructures sanitaires de base telles les cases de santé - afin de pouvoir améliorer la couverture des besoins en matière de soins de santé primaires. Les autres cependant s'investissent dans la mise en œuvre de projets de survie de l'enfant (surveillance nutritionnelle et pondérale, PEV, lutte contre les maladies diarrhéiques, les IRA (Infections Respiratoires Aiguës etc.) ou conduisent des études et recherches sur la valorisation de la médecine traditionnelle et la vulgarisation de ses produits.

L'accès des franges défavorisées à l'instruction retient aussi l'intérêt des acteurs de la société civile conscients de l'interrelation évidente entre cette dernière et le développement. A ce titre, ils sont **14%** à s'investir dans des activités en matière d'alphabétisation fonctionnelle ou dans l'éducation à travers la récupération des enfants déscolarisés ou la sensibilisation des parents à la faveur d'une plus grande scolarisation des jeunes filles.

La promotion des micro, petites et moyennes entreprises (de femmes ou de jeunes) par le biais de la formation à la maîtrise de technologies appropriées a permis à 17% des OSC de mettre en œuvre avec leurs groupes-cibles des activités de production dans des domaines variés allant de la teinture à la transformation des produits locaux en passant par la poterie, la vannerie ou la fabrication artisanale de savons, de bougies, la confection de balais-fleurs etc.

Cette promotion de microstructures de production passe également par des appuis financiers sous forme de fonds de roulement ou de financements d'investissements pour la consolidation des activités ; cette stratégie favorise une bonne insertion des jeunes et des femmes en même temps qu'elle permet de générer des ressources assez substantielles.

Le dialogue social et politique n'est pas laissé en rade, des structures en font d'ailleurs un credo fort d'autant plus qu'il constitue un moyen tout à fait adapté pour sensibiliser l'opinion sur des principes élémentaires mais bafoués par la rébellion qui prévaut dans la zone SUD : les Droits de l'Homme.

Les organisations de défense des droits humains et celles constituées sur des bases confessionnelles s'y retrouvent (5%) pour prêcher, entre autres, le retour de la paix en Casamance.

Le conflit en Casamance justifie et met aussi en valeur le rôle éminemment important de certaines OSC représentant 7% et qui œuvrent dans le sens de la sensibilisation sur les mines anti-personnelles, l'offre de services médico-techniques pour venir en aide aux amputés sans oublier les initiatives salutaires orientées vers l'élaboration de projets de réinsertion socio-économique des handicapés.

Le reste des OSC (20%) s'investit diversement dans des activités de recherche-action, de promotion des échanges d'expériences entre acteurs, la sauvegarde du cadre de vie (assainissement/salubrité) ou le développement d'activités agro-sylvo-pastorales pour génération de revenus au profit des bénéficiaires.

La catégorie d'OSC incluses dans ce décompte travaille dans le développement et la modernisation de l'agriculture à travers la facilitation de l'accès aux équipements et infrastructures villageois.

5.3.3.2. Les domaines d'activités souhaités avec la cellule nationale

Une analyse quantitative des résultats de ce chapitre révèle une similarité presque parfaite avec ceux relatifs aux domaines d'activités actuelles pour les OSC de la même région : ZIGUINCHOR.

Ceci tient au simple fait que les organisations rencontrées ont mentionné presque les mêmes actions dans les deux volets traduisant ainsi une fidélité et mieux une option pour la spécialisation dans la ligne opérationnelle déjà adoptée.

La collaboration des OSC de ZIGUINCHOR avec la cellule nationale dans le cadre du programme RAF/95 consistera donc à un renforcement des domaines d'intervention déjà existantes et qui relèvent d'une grande vision de la problématique de lutte contre la pauvreté dans cette zone.